L'Abeille de la nouvelle-orléans

Souscription : 12 cts de Chaircun.

NOUVELLE-ORLEANS

VENDREDI, 30 DECEMBRE 1892.

PETITES ANNONCES

DEMANDES.

DEMANDE—Une domestique de maison au No 415 Esplanade 30 déc—3f

ON demande—Une femme blanche comme cuisinière. S'adresser au No 190 rue Conti 30 déc—3f

A VENDRE.

A VENDRE de BELLES DINDES de Noël. L'on est à bon marché pour le jour. S'adresser au stand de J. Florelle & Cie, coin Canal et Camp. 29 déc—4f

A VENDRE—Pour cause de changement d'affaires une grocerie bien achalandée avec buvette. S'adresser chez P. Dutrey, coin Bienville et Derbigny. 28déc—7f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession d'Alexandre Grillo.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 36 938.—Division E.—Il est par le présent donné aux créanciers de feu Alexandre Grillo, en son vivant de cette succession, et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Louis Talasac, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

28 déc—28 31 janv

Succession de Pierre Lanoux.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36 883.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Veuve Louis Talasac, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

28 déc—28 31 janv

Succession de Francis B. Lee.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36,194.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John L. Lee, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

24 déc—28 30 janv—2 Greffier.

Succession de Charles Albert Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,529—Division E.—Attendu que William F. Miller a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu Charles Albert Miller, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut intéresser d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles le dit acte ne devrait pas être passé.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

21déc—21 24 30

Succession d'Alfred Godein et de Mortan Guerin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,591.—Division E. Attendu qu'Adolphine Carrère, veuve d'Alfred Godein, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feux Alfred Godein et Dorman Guérin, décédés intestats, avec cet par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

21 déc—21 24 30

AVIS AUX CREANCIERS.

Albert Cammack vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,497.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Albert Cammack, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

30déc—30 jan 3 6

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,619—Division B.—Abbott & Dibble vs. leur créancière.—Ordre de Cour—Que l'assemblée des créanciers convoquée dans cette pétition soit convoquée et tenue par le soussigné, un notaire public, en son étude, 135 rue Gravier, coin de Perdido, le VENDREDI, 27 janvier 1893, dans le but de considérer et déterminer sur la dite application des pétitionnaires pour un règlement par composition ; et que pour cet effet un avis de cette ordonnance soit publié pendant trois jours dans le journal de la Cour, et que dans l'intervalle toutes autres contre la personne et les biens du dit débiteur soient et demeurent par les présentes suspendues et que David Labatt, Esq., avocat, soit et demeure nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député-Greffier.

11 déc—27 en 10 jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,621—Division D.—Hoden vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de pétitionnaire Henry Hoden, successeur de la raison sociale de Hoden et Berry, soit acceptée par la majorité de ses créanciers. Qu'une réunion des créanciers du dit Holden et de la dite raison sociale soit convoquée et tenue par le soussigné W. O. Hart, notaire de cette ville, commençant le MARDI, 7 février 1893, à 11 heures A. M. Que Chas Parsons, Esq., avocat, soit et est par ces présentes nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire et donne l'ordre ainsi jusqu'à de nouveaux ordres de cette Cour, que les frais et honoraires pour les dites personnes du dit Holden soient supportés par lui.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député-Greffier.

26 déc—3f en 10 j

Otto Adam F. Stoll vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,078.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Henry Poniff, syndic provisoire dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

27 déc—27 31 5 janv. Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,490 — Division C. — F. Lastrapes vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Frederick Lastrapes soit et est par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des créanciers de cette affaire ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que H. W. Robinson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 5 décembre 1892.

(Signé) GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

6 déc—27 en 10 ms

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Division A, Paroisse d'Orléans, No 37,441, Division D—Walter Scott vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Walter Scott par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourront leur être soumises et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que David Labatt, Esq., avocat, soit et demeure nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

28 déc—3f ad 7f jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,629—Division D—Geo. F. Holden vs ses Créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry Holden, successeur de la raison sociale de Holden et Berry, soit acceptée par la majorité de ses créanciers. Qu'une réunion des créanciers du dit Holden et de la dite raison sociale soit convoquée et tenue par le soussigné W. O. Hart, notaire de cette ville, commençant le MARDI, 7 février 1893, à 11 heures A. M. Que Chas Parsons, Esq., avocat, soit et est par ces présentes nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire et donne l'ordre ainsi jusqu'à de nouveaux ordres de cette Cour, que les frais et honoraires pour les dites personnes du dit Holden soient supportés par lui.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député-Greffier.

26 déc—3f en 10 j

Otto Adam F. Stoll vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,078.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Henry Poniff, syndic provisoire dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

27 déc—27 31 5 janv. Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,490 — Division C. — F. Lastrapes vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Frederick Lastrapes soit et est par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que H. W. Robinson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 5 décembre 1892.

(Signé) GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

6 déc—27 en 10 ms

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Division A, Paroisse d'Orléans, No 37,441, Division D—Walter Scott vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Walter Scott par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que David Labatt, Esq., avocat, soit et demeure nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

28 déc—3f ad 7f jan

Succession de Francis B. Lee.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 36,194.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John L. Lee, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

24 déc—28 30 janv—2 Greffier.

Succession de Charles Albert Miller.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,529—Division E.—Attendu que William F. Miller a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feu Charles Albert Miller, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut intéresser d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

21déc—21 24 30

Succession d'Alfred Godein et de Mortan Guerin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,591.—Division E. Attendu qu'Adolphine Carrère, veuve d'Alfred Godein, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feux Alfred Godein et Dorman Guérin, décédés intestats, avec cet par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

21 déc—21 24 30

AVIS AUX CREANCIERS.

Albert Cammack vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,497.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Albert Cammack, syndic des créanciers de cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

30déc—30 jan 3 6

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,619—Division B—Abbott & Dibble vs. leur créancière.—Ordre de Cour—Que l'assemblée des créanciers convoquée dans cette pétition soit convoquée et tenue par le soussigné, un notaire public, en son étude, 135 rue Gravier, coin de Perdido, le VENDREDI, 27 janvier 1893, dans le but de considérer et déterminer sur la dite application des pétitionnaires pour un règlement par composition ; et que pour cet effet un avis de cette ordonnance soit publié pendant trois jours dans le journal de la Cour, et que dans l'intervalle toutes autres contre la personne et les biens du dit débiteur soient et demeurent par les présentes suspendues et que David Labatt, Esq., avocat, soit et demeure nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 6 décembre 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député-Greffier.

11 déc—27 en 10 jan

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,621—Division D—Hoden vs. ses Créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Henry Holden, successeur de la raison sociale de Holden et Berry, soit acceptée par la majorité de ses créanciers. Qu'une réunion des créanciers du dit Holden et de la dite raison sociale soit convoquée et tenue par le soussigné W. O. Hart, notaire de cette ville, commençant le MARDI, 7 février 1893, à 11 heures A. M. Que Chas Parsons, Esq., avocat, soit et est par ces présentes nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire et donne l'ordre ainsi jusqu'à de nouveaux ordres de cette Cour, que les frais et honoraires pour les dites personnes du dit Holden soient supportés par lui.

Nlle-Orléans, 24 décembre 1892.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :

JAS D. RANKIN, Député-Greffier.

26 déc—3f en 10 j

Otto Adam F. Stoll vs. ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,078.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Henry Poniff, syndic provisoire dans cette affaire, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

A. V. FLOTTE, Greffier.

27 déc—27 31 5 janv. Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—No 37,490 — Division C. — F. Lastrapes vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens du pétitionnaire Frederick Lastrapes soit et est par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que H. W. Robinson, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 5 décembre 1892.

(Signé) GEO. H. THEARD, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

6 déc—27 en 10 ms

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la Division A, Paroisse d'Orléans, No 37,441, Division D—Walter Scott vs. ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession des biens du pétitionnaire Walter Scott par le présent acceptée par la Cour en bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers ait lieu en cette ville, le MARDI, 10me jour de janvier 1893, dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres questions qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que David Labatt, Esq., avocat, soit et demeure nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 23 décembre 1892.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député Greffier.

28 déc—3f ad 7f jan

TIRAGE MENSUEL DE $5.00

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.

NOUVELLE ORLEANS.

MARDI, 10 JANVIER 1893

GROS LOT:

$75,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de...	$75,000, subt	$75,000
1 Lot de...	20,000,.....	20,000
1 Lot de...	10,000,.....	10,000
1 Lot de...	5,000,.....	5,000
2 Lots de...	2,500,.....	5,000
5 Lots de...	1,000,.....	5,000
25 Lots de...	200,.....	7,500
100 Lots de...	200,.....	20,000
500 Lots de...	100	50,000
200 Lots de...	50,.....	10,000
500 Lots de...	40,.....	20,000

PRIX D'APPROXIMATION.

100 Lots de	$100, subt.....	$10,000
100 Lots de	60, ...	6,000
100 Lots de	40, ...	4,000

PRIX TERMINAUX.

200 Lots de	$99, subt.....	$19,800
200 Lots de	$98, ...	19,600

2,434 Lots se montant à..... $265,400

PRIX DU BILLET:

Billets entiers, $5; Deux Cinquièmes, $2; Un Cinquième, $1; Un Dixième, 50 cents; Un Vingtième, 25 cents.

Prix pour les clubs, 11 billets entiers ou leur équivalent en fractions pour $50.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.

ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS.

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES.

Sur lesquelles nous paierons tous les frais de poste payés d'avance. Les frais d'express sur le GROS LOT SONT LISTES DE LOTS envoyés à nos correspondants.

Adresses à PAUL CONRAD,

Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service de la malle à toutes les Loteries, nous nous servons des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tirage.

Les listes officielles des tirages seront envoyées sur demande à tous les agents de localité après chaque tirage en nombre voulu, par Express, sans frais pour eux.

ATTENTION.—La présente charte de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane a été votée par partie de la Constitution de l'Etat, et qui en vertu d'une décision de la Cour Suprême des Etats-Unis, maintenue par un jugement définitif entre l'Etat et la Compagnie de Loterie, restera en vigueur JUSQU'EN 1895.

Un acte passé au Bit de la LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE veyez que la Malle soit dans la Nouvelle-Orléans, que le Lot tiré à son arrivée soit payable à Bur.—Orléans ; que le Billet soit signé par PAUL CONRAD, Président, qu'il soit endossé avec les signatures des Gérants G. T. Beauregard, J. Allen et W. L. Cazaux, ayant aussi la garantie de toutes Banques Nationales, par l'intermédiaire de leurs Présidents, de payer n'importe quel les pesonnes à leurs comptoirs.

Il y a tant de système infâmes et non-bénéfiques à la société, que la Législature a cru nécessaire d'accorder à la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane le droit de vendre ses billets en dehors de l'Etat, pour en finir avec les Loteries Etrangères qui ont fait tant de mal à notre Etat, et qui ont enlevé à la police tranférée au parteur des billets, et à la Louisiane, la plus grande partie de l'argent qui est dépensé pour ces Loteries. Cette Compagnie a déposé $300,000 de Bons de l'Etat, et a un capital de $1,000,000 de Propriété Immobilière, et son contrat avec l'Etat lui donne le droit de vendre ses billets partout. Elle a donné $40,000 pour la nouvelle Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devront continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels aussi comptés ont lieu tous les quatre dix mois de l'année, et sont Mensuels, publics, à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Remboursable depuis vingt ans, par intégrité de ses dettes et le pourvoir également des lots, désastre ainsi qu'il suit :

Nous donnons, par les présentes, que ses résidents à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et surveillons et personnons une tirage qui nous en donnons. L'assurance est bien avec la plus grande honnêteté, la plus grande bonne et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à en servir, dans ce annonce, de ce certificat, auquel nous joignons notre signature de nos signatures.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les journaux, se font entièrement en public et sont entièrement dans les mains de la Compagnie.

En témoignage nous apposons notre signature.

Ce 29 décembre 1892.

J. A. ROUSSEAU P.

DAN. A. WILSON, Commissaire.

Les plans de tous tirages quotidiens peuvent être vus en tout temps dans toutes nos succursales

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

Plus d'Un Quart de Million Distribué.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour contribuer au développement de l'enseignement public, et ce, jusqu'à 1895, par une convention formelle faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devront continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels aussi comptés ont lieu tous les quatre dix mois de l'année, et sont Mensuels, publics, à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Remboursable depuis vingt ans, par intégrité de ses dettes et le pourvoir également des lots, désastre ainsi qu'il suit :

Nous donnons, par les présentes, que ses résidents à tous les tirages mensuels et semi-annuels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et surveillons et personnons une tirage qui nous en donnons. L'assurance est bien avec la plus grande honnêteté, la plus grande bonne et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à en servir, dans ce annonce, de ce certificat, auquel nous joignons notre signature de nos signatures.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

L.S.L.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de Propriétés Assises au deuxième District.

Mme Fannie V. Harris versus Ernest Lyon.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 37,524.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, coin de Gravier et Carondelet, le MERCREDI, 1er février 1893, à midi, de la propriété ci-dessous décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui y trouvent, situé dans le Deuxième District de la Nouvelle-Orléans, dans le carre d'îlet #9 borné par les rue Burthe, Léonidas, Leyte et Jefferson mesurant vingt-sept pieds neuf pouces de façade rue Burthe, Cinq six pieds sept pouces trois lignes de façade rue Leyte, et s'étendant de la rue Leyte à la rue Burthe, sur cette dernière rue, connu sous le plan Wm H. Williams, voyez, le 19 août 1861, et le dit terrain se compose de la plus grande partie de terrain No 3, sauf quelques pieds, plus ou moins, de la dite No 3, et mesure la dite propriété quarante pieds de façade rue Burthe, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot est numéroté sur un plan dans un livre de plan annexé à un acte déposé en minute chez S. Magner, et ayant été passé en cette ville, le 5 avril 1865, et le dit lot est représenté par le No 7.

Saisi comme étant et dûment.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

30 déc—30—janv 6 13 20 27—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de propriété en valeur, emotionnée, pesant le numéro munic pal 25 avenue Cleveland,

(anciennement rue Gasquet).

Succession de Catherine Richardson, épouse de Charles J. Gregson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 37,332.—En vertu d'un writ de vente, daté du 29 décembre 1892, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, respectivement, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Une certaine lot de terre, avec toutes les améliorations y situé dans le dite ville de cette ville, présentement dans la ville et la paroisse Jefferson, dans cet Etat; dans cette partie connue comme Lower Algiers, et étant le lot numéro vingt-deux (22) dans le plan fait par William A. Freret, architecte, en date du 24 avril 1886, et déposé pour référence à l'étude de F. Hall, notaire, comme plan No 1 de Freret, en janvier 1889 et mesurant vingt pieds de front sur la rue Delord, 28 pieds 6 pouces de profondeur et bornant le dit lot No 47 et le No 23 de Freret, et étant le No 1 de la rue Delord, Sud-Est, dans les archives de Wm. Shannon, notaire, étant le No 15 de son livre de plans.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

30 déc—30—janv 6 13 20 27—fév 1

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de meubles et contenu de résidence.

Succession de Catherine Richardson, femme de Charles J. Gregson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,332.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, coin de Gravier et Carondelet, le MERCREDI, 11 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui y trouvent, situé dans le Septième District de la Nouvelle-Orléans, dans le carre d'îlet #9 borné par les rue Burthe, Léonidas, Leyte et Jefferson mesurant vingt-sept pieds neuf pouces de façade rue Burthe, Cinq six pieds sept pouces trois lignes de façade rue Leyte, et s'étendant de la rue Leyte à la rue Burthe, sur cette dernière rue, connu sous le plan Wm H. Williams, voyer, le 19 août 1861, et le dit terrain se compose de la plus grande partie de terrain No 3, sauf quelques dit, plus ou moins de la dite No 3, et mesure la dite propriété quarante pieds de façade rue Burthe, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot est numéroté sur un plan dans un livre de plan annexé à un acte déposé en minute chez S. Magner, et ayant été passé en cette ville, le 5 avril 1865, et le dit lot est représenté par le No 7.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

24 déc—26 30—janv 4

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de propriété de valeur dans le sixième district.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,342.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,343.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—En vertu de deux writs de saisie et vente, les deux à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, respectivement, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Une certaine lot de terre, avec toutes les améliorations y situé dans le dite ville de cette ville, présentement dans la ville et la paroisse Jefferson, dans cet Etat; dans cette partie connue comme Lower Algiers, et étant le lot numéro vingt-deux (22) dans le plan fait par William A. Freret, architecte, en date du 24 avril 1886, et déposé pour référence à l'étude de F. Hall, notaire, comme plan No 1 de Freret, en janvier 1889 et mesurant vingt pieds de front sur la rue Delord, 28 pieds 6 pouces de profondeur et bornant le dit lot No 47 et le No 23 de Freret, et étant le No 1 de la rue Delord, Sud-Est, dans les archives de Wm. Shannon, notaire, étant le No 15 de son livre de plans.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

22 déc—22 29—5 12 19 26 janv

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriétés améliorée du septième district.

F. Fischer, Sr., vs Henry Kreutel.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 37,035.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, coin Carondelet et Gravier, le MERCREDI, 11 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Un morceau de terre et toutes les améliorations qui y trouvent, situé dans le Septième District de la Nouvelle-Orléans, dans le carre d'îlet #9 borné par les rue Burthe, Léonidas, Leyte et Jefferson mesurant vingt-sept pieds neuf pouces de façade rue Burthe, Cinq six pieds sept pouces trois lignes de façade rue Leyte, et s'étendant de la rue Leyte à la rue Burthe, sur cette dernière rue, connu sous le plan Wm H. Williams, voyer, le 19 août 1861, et le dit terrain se compose de la plus grande partie de terrain No 3, sauf quelques dit, plus ou moins de la dite No 3, et mesure la dite propriété quarante pieds de façade rue Burthe, sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, le dit lot est numéroté sur un plan dans un livre de plan annexé à un acte déposé en minute chez S. Magner, et ayant été passé en cette ville, le 5 avril 1865, et le dit lot est représenté par le No 7.

2° Une portion de terre avec les améliorations qui s'y trouvent situées dans le 7me district de la ville de la Nouvelle-Orléans, ayant borné par rue Burthe, Jefferson, Claiborne et Cinquième, mesurant soixante pieds de façade rue Burthe sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, et ayant 60 pieds, et plus ou moins de superficie, étant une partie de la propriété acquise par Simon et de F. M. Hearn et Francois Main en une acte passé le 17 février 1873, passé devant J. Léchel, notaire.

Saisi dans l'affaire ci-dessus

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

9 déc—9 16 23 30—janv 6

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété de valeur dans le sixième district.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,342.

John E. Breaux versus Thomas Kearns; No 37,343.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—En vertu de deux writs de saisie et vente, les deux à moi adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, respectivement, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse d'Encan St-Charles, dans la rotonde de l'Hôtel St-Charles, dans le Premier District de cette ville, le MERCREDI, 25 janvier 1893, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Une certaine lot de terre, avec toutes les améliorations y situé dans le dite ville de cette ville, présentement dans la ville et la paroisse Jefferson, dans cet Etat; dans cette partie connue comme Lower Algiers, et étant le lot numéro vingt-deux (22) dans le plan fait par William A. Freret, architecte, en date du 24 avril 1886, et déposé pour référence à l'étude de F. Hall, notaire, comme plan No 1 de Freret, en janvier 1889 et mesurant vingt pieds de front sur la rue Delord, 28 pieds 6 pouces de profondeur et bornant le dit lot No 47 et le No 23 de Freret, et étant le No 1 de la rue Delord, Sud-Est, dans les archives de Wm. Shannon, notaire, étant le No 15 de son livre de plans.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

VICTOR MAUBERRET,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

22 déc—22 29—5 12 19 26 janv

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriétés améliorée du septième district.

F. Fischer, Sr., vs Henry Kreutel.